

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS-PS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

8ème congrès du MJS : pourquoi nous voterons l'orientation.

Par Pierre Cortese

Du 2 au 4 novembre 2007 se déroulera le 8ème congrès du MJS. Il est de bon ton avant chaque congrès (quelque soit l'organisation) d'expliquer en quoi celui-ci est primordial, important, que nous sommes « à la croisée des chemins ». Imagine-t-on une direction annoncer que le congrès qui arrive ne sert strictement à rien ? Que l'on se rassure, ce n'est ici pas le cas : ce congrès tombe quelques mois seulement après la défaite de la gauche aux présidentielles et va permettre de « prendre la température » de la famille socialiste dans la perspective du congrès des « grands », celui du PS, prévu après les municipales de mars 2008.

Cela explique sans doute le large consensus qui se dégage autour du texte proposé par la direction : face à une droite de combat, s'attaquant aux plus démunis et à tous les acquis sociaux, l'unité des jeunes socialistes est nécessaire. Nous devons être notamment en capacité de répondre avec force aux attaques spécifiques faites à la jeunesse par ce pouvoir, en ce qui concerne l'éducation par exemple.

Cependant, qu'allons nous faire de cette unité ? La dernière présidentielle nous a démontré en quoi les unités de façade issues de quelques improbables synthèses peuvent être néfastes et contre-productives en nous conduisant *in fine* à la défaite. Il est nécessaire d'avoir un projet de société clair, ancré à gauche et permettant l'unité de toute la gauche, si nous voulons revenir au pouvoir.

Le texte présenté par la direction du MJS nous semble aller dans la bonne direction : critique du capitalisme mondialisé (destructeur par essence), volonté de s'appuyer sur le mouvement social, généralisation des 35H, projet ambitieux d'une Europe sociale, 6ème République supprimant le Président de la République et donnant la primauté au parlement... Autant d'éléments qui expliquent le soutien que nous apporterons à cette orientation.

Ce soutien n'est cependant pas un blanc-seing : nous ferons entendre nos divergences et nos différences si cela s'avère nécessaire afin que le MJS, qui doit être l'aiguillon du PS, soit toujours à sa place : au cœur de la gauche.



Saint-Just (1767-1794)

Guillotiné le 10 Thermidor an II en même temps que Robespierre.

"Le Bonheur est une idée neuve en Europe."

SOMMAIRE

Page 1 8ème congrès du MJS, pourquoi nous voterons l'orientation. *Pierre Cortese.*

Page 2 Premières réformes de Sarko-Fillon: un gouvernement de classe au service des puissants et des riches!!! *Julien Guérin.*

Page 3 Ne pas oublier l'idéal pour transformer le réel. *Ernest Simon.*

Page 4 Kouchner: La Bombe Humaine. *Par Renaud Chenu.*

Calendrier des séminaires de l'Offensive Socialiste et de Parti Pris.

Page 6 Eléments de réflexion marxiste, suite aux journées d'étude de « l'Offensive socialiste » de juillet 2007 *Jean-François Claudon.*

Page 7 Article de l'Eveil de Haute Loire.

Premières réformes de Sarkozy- Fillon : un gouvernement de classe au service des puissants et des riches !!!

Par Julien Guérin

Durant l'été, les contre-réformes, les sales coups et les lois scélérates n'ont cessé de pleuvoir contre les salariés et les jeunes de ce pays. Sarkozy a commencé à mettre en oeuvre son projet au service exclusif de ses amis du MEDEF, des rentiers gavés de stocks options et de tous les nantis arrogants, plein de morgue et de suffisance.

A peine élu, le premier signe donné par le nouveau président a été de passer de luxueuses vacances de milliardaire à bord d'un Yacht mis à disposition par son ami Bolloré. Il remet d'ailleurs le couvert au mois d'août en allant séjourner chez un autre riche et puissant ami aux Etats Unis. Il a pu y rencontrer son ami Bush dont la politique impérialiste et criminelle s'enlise chaque jour un peu plus en Irak... Quel meilleur symbole de la politique à venir que ces quelques jours de croisière de luxe et cette visite à cet ennemi absolu des progressistes qu'est Bush... le triomphe de l'argent, de la vulgarité et des valeurs patronales et libérales, le mépris pour les salariés modestes et le luxe ostentatoire des parvenus. La mystification politique opérée pendant la campagne présidentielle prenait ici tout son sens et toute sa force. La poudre aux yeux de l'ouverture, que nous nommerons pour notre part trahison des idéaux de gauche, servait alors comme un gadget ou au pire comme une opération visant à renforcer la « légitimité » de sales coups à venir !)

Les lois votées cet été par le parlement vont en effet toutes dans ce sens. Le paquet fiscal est à cet égard l'exemple le plus probant. Les baisses d'impôt pour les plus riches, la suppression des droits de succession, la quasi suppression de l'ISF ne sont que l'application la plus brutale de l'idéologie tatchérienne portée par le Bonaparte de l'Elysée. La droite sarkozyste est au pouvoir pour servir le Capital et n'hésite pas à mettre en oeuvre son projet... Belle leçon pour la gauche et les socialistes qui devraient, au gouvernement, se montrer aussi fidèles aux travailleurs que la droite ne l'est au grand patronat. La grande bourgeoise Christine Lagarde, ministre de l'économie, peut tranquillement proclamer à la tribune même de l'Assemblée, expression de la souveraineté populaire, que son rôle est de réhabiliter l'argent (comme si il en avait vraiment besoin...) ! « Enrichissez vous », le vieux et cynique slogan du père Guizot est en passe de devenir la devise du nouveau pouvoir en lieu et place des principes républicains issus de la grande Révolution. Cet éloge de la réussite individuelle, de l'argent pour l'argent, s'accompagne de la volonté claire de mettre à genou toute velléité de résistance, voire de riposte, de

désarmer toute possible mobilisation sociale pour pouvoir ensuite imposer toutes les contre-réformes libérales. Comme Tatcher en son temps, Sarkozy a besoin d'affaiblir les capacités de riposte du mouvement social et des forces syndicales pour mettre en oeuvre pleinement sa politique. Il doit battre les poches de résistances constituées par les cheminots ou l'Education nationale en les discréditant pour mettre l'opinion de son côté. Il ne veut évidemment pas revivre le « cauchemar » (le rêve pour nous !!!) de décembre 95 et de la grève par procuration des salariés du privé, solidaires du mouvement. Il stigmatise donc les régimes spéciaux au nom de la fameuse et sacro sainte équité, il pointe du doigt les soit disant privilégiés qui sont toujours en grève et qui ne travaillent pas assez. Tout cela pour passer à l'offensive après l'isolement de ces salariés du secteur public qui peuvent, pour l'instant, lutter sans craindre la perte de leur emploi et sans le couperet du chômage de masse planant sans cesse sur le privé et diminuant ainsi sa combativité. Stigmatiser ces salariés soit disant privilégiés permet par la même occasion de détourner la colère populaire des vrais nantis du capitalisme : les patrons du CAC 40, les bénéficiaires d'onéreux parachutes dorés et les rentiers du capital vivant oisivement comme disaient les premiers socialistes ! Le vote du texte sur le service minimum dans les transports en commun et sa perverse remise en cause du droit de grève s'insèrent dans cette logique. Il en est de même pour l'autonomie des facs, qui en plus de porter en germe la privatisation des universités, vise à porter un coup fatal au mouvement étudiant dont la droite redoute la combativité... Villepin et Balladur ainsi que les morts-nés CPE en 2006 et CIP en 94 s'en souviennent encore ! Sarkozy et Péresse, en faisant mine de reculer en juin dernier, ont tenté d'endormir cette importante capacité de mobilisation étudiante... Affaire à suivre alors que les Universités font leur rentrée. La suppression massive de postes dans l'Education Nationale (plus de 11 000) et la grande saignée qui s'opère en parallèle dans la fonction publique se situent dans le même registre : affaiblir, diviser, stigmatiser pour passer ensuite tranquillement mais sûrement en force.

Tous les socialistes doivent le comprendre ! Défendre la lutte des cheminots, des enseignants, des gaziers ou électriciens et des étudiants, c'est aussi se battre pour la reconquête de nos droits perdus et un point d'appui pour les regagner !

Se battre à leur côté et faire reculer le gouvernement, c'est empêcher la tatchérisation définitive de la France, car elle serait dramatique... D'abord pour les salariés et le mouvement social découragés et résignés par de terribles et éprouvantes défaites la tatchérisation sonnerait l'heure du repli et donc celle de la casse définitive par la droite des derniers acquis des luttes du mouvement ouvrier et démocratique : code du travail, Sécurité (suite page 3)

sociale, salaire socialisé... Ensuite cette résignation serait fatale à la gauche telle que nous la défendons : un camp social qui doit représenter politiquement les aspirations majoritaires du salariat. En effet, après Thatcher vient Blair et sa gauche « moderne »... Là ne peut être notre modèle pour le parti socialiste français pour les années à venir !

Face à cette droite qui, derrière les bons sentiments médiatiques et les sourires décontractés de façade dans la presse people, prépare une grande offensive contre les droits des salariés, nous devons hausser le ton ! Nous devons sans cesse et avec abnégation expliquer et montrer la dangerosité et la froide cohérence de son projet, mobiliser partout où cela est possible et efficace toutes les résistances, préparer les ripostes nécessaires en lien avec les forces sociales et syndicales, soutenir et relayer politiquement les aspirations des luttes à venir, bref jouer pleinement notre rôle d'opposants ! Cela n'est pas contradictoire avec la nécessaire refondation idéologique et politique de la gauche... Bien au contraire cela en est la condition première !

Pour refonder un socialisme du XXIème siècle il faut que celui-ci soit en capacité de s'appuyer sur la force du salariat qui, pour ne pas sortir essoré de la thérapie de choc infligé par Sarko et sa bande, doit pouvoir compter sur une gauche qui ne courbe pas l'échine. Plus que jamais nous avons besoin d'une gauche fière d'elle-même et de ses valeurs, immergée dans les luttes sociales et la jeunesse, aux côtés des salariés qui souffrent et qui luttent, mobilisant les intellectuels, refermant enfin la parenthèse libérale ouverte en 1983 qui lui a fait perdre son identité et prête à incarner la relève à ce pouvoir indigne ! Là est pour nous la voie du renouvellement et de la refondation d'une gauche et d'un parti socialiste digne de ce nom !

OFFENSIVE SOCIALISTE

Comité de Rédaction d'UNITÉ

Laure Jinquot (75)

Jean-François Claudon (75)

Julien Guérin (43)

Laurent Johanny (94)

Renaud Chenu (55)

Ernest Simon (44)

Yoann Rouvière (43)

Pierre Cortese (63)

Numéro 5, septembre-octobre 2007

adresse e-mail:

unite_journal@yahoo.fr

Articles anciens numéros: téléchargeables sur:

www.democratie-socialisme.org/

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

Ne pas oublier l'idéal pour transformer le réel...

Par Ernest Simon

« Partir du réel pour aller vers l'idéal », cette belle phrase de l'illustre *Jean Jaurès* est aujourd'hui à la mode. Chez les jeunes socialistes, elle sert même de maxime aux fidèles de *Dominique Strauss-Kahn*, qui fait l'actualité par sa candidature au Fonds Monétaire International (FMI) – dans leur contribution déposée pour lors du conseil national des 19 et 20 mai 2007. Les strauss-kahniens dirigent également une "Fondation *Jaurès*". Cruelle ironie de l'histoire. Ils citent *Jaurès* mais l'ont-ils lu ? Du côté des « ségomaniacs », c'est plus simple, ils ne savent même plus qui fut cet homme.

Strauss-kahnien, segomaniacs, leur fonds commun est de ne pas être à une contradiction près : ils peuvent vous affirmer que la lutte des classes n'existe plus, pas plus que les classes sociales mais dans le même mouvement défendre le concept de « classes moyennes ».

Faut-il le rappeler ? Une classe sociale se définit par son positionnement dans le système de production. En ce sens, il est bien difficile de parler de « classes » moyennes. Au contraire, il est bien plus opérant de parler de cette classe sociale en pleine expansion : le salariat. Le salarié est celui qui vend sa force de travail à un employeur pour en retour obtenir un salaire. Le salariat rassemble aujourd'hui la très grande majorité de la population : 90 % des actifs sont salariés, 90 % des salaires sont compris entre 1000 et 3000 €, le salaire médian est de 1500 €. Il s'agit là de la base sociale du socialisme.

Certains nous rétorquent que l'important n'est pas de savoir pour qui l'on se bat, mais pour quoi ? C'est vrai qu'il est tellement plus simple d'oublier pour qui l'on se bat... Les socialistes ne se battent pas pour une construction purement intellectuelle : il ne s'agit pas de bâtir le plus perfectionné des systèmes économiques mais d'abord de permettre qu'il n'y ait plus de ventres creux, de lutter pour qu'il y ait du travail pour tous et que les travailleurs puissent vivre dignement des fruits de leur travail, de batailler pour la création d'un cadre collectif qui permettra à tous les individus de s'épanouir, quelles que soient leurs origines, leurs capacités ou leurs moyens.

L'héritage idéologique et historique du socialisme se caractérise avant tout par sa dimension de « praxis », c'est-à-dire un incessant mouvement de la pensée combinée à l'action, de la théorie (suite page 4)

agissante, un va et vient permanent entre l'idéal et le réel pour rapprocher enfin les deux.

Le socialisme du réel revient donc à se positionner clairement sur les sujets de fonds et non pas à hésiter entre de grandes phrases et la reprise à peine déformée des réponses proposées par la droite : concrètement est-on pour ou contre ce grand mouvement de fond qu'est la réduction du temps de travail (durée hebdomadaire – les 35 h, tout au long de la vie – les retraites) ? Est-on pour ou contre les paradis fiscaux et la spéculation financière ? Accepte-t-on le « trou » de la sécurité sociale alors que la non taxation des stocks-options nous fait perdre près de 3 milliards par an de cotisations sociales ?

Le socialisme, c'est l'irruption des masses dans le domaine où se règlent leurs destinées, contre la mainmise sur le monde par quelques uns, contre la tyrannie des experts. Alors oui nous prétendons défendre les intérêts du plus grand nombre. Et pour ce faire, la démocratie est notre méthode, le socialisme notre objectif.

Mais quel est le but du socialisme ? « Ce but a été dès longtemps défini (...) : c'est la substitution totale de la propriété sociale à la propriété capitaliste, c'est l'organisation du travail affranchi, du travail souverain devenu maître de tous les moyens de production et d'échange »(1) disait Jaurès. Il ne faut pas oublier l'idéal quand on veut transformer le réel...

(1) Discours de Jaurès au Congrès de Toulouse, 1908.

Séminaires de l'Offensive Socialiste et de Parti Pris:

20 octobre : Ecole et Université
10 novembre: Sécurité Sociale
25 novembre: Droit du travail
10 décembre: Les retraites

Assemblée Nationale,
pour inscription, envoyer Nom et Prénom
sur
unite_journal@yahoo.fr

Kouchner: la Bombe Humaine.

Par Renaud Chenu

La présidence française, assistée de son valet de chambre à la chancellerie, opère une normalisation de la politique étrangère de la France. Précisons tout d'abord que la politique étrangère menée depuis le retrait de la France du commandement intégré de l'Otan n'est plus tenable aujourd'hui.

La France n'a plus les moyens de jouer à la grande puissance qu'elle fut naguère. Les rododromades de Chirac sur la guerre des faucons US en Irak n'ont servi à rien, et la diplomatie française, si elle s'est taillée à cette occasion un costard blanc de pacifiste à peu de frais, n'en a pas moins démontré sa relative impuissance à empêcher le déclenchement des conflits.

Les choix qui s'imposent à la France sont les suivants: devenir « a good member of Otan » et mettre rafales, troupes et porte-avion à disposition du pentagone ou profiter de la faillite des guerres américaines pour relancer l'idée d'une armée européenne au service d'une politique étrangère européenne commune et ainsi avancer vers l'emergence d'une « puissance européenne » qui saurait imposer le multipolarisme dans le monde. La voie prise par la présidence actuelle est entre les deux : elle donne des gages aux Américains tout en affirmant un certain volontarisme européen.

Lorsque Bernard Kouchner se fait piéger par un journaliste rusé et affirme qu'« il faut se préparer au pire, et le pire c'est la guerre », il fait certes une grosse connerie qu'un diplomate stagiaire aurait su éviter, mais il livre aussi l'état d'esprit du patron et de ses conseillers diplomatiques qui se voient faire danser les chancelleries du monde entier au rythme du nouveau pas de deux franco-américain.

Car les Etats-Unis se cherchent un nouveau « meilleur allié » dans le monde. En Irak, les membres de la coalition se retirent tous les uns après les autres, à commencer par le Royaume-Uni. Le « conflit de basse intensité » en Afghanistan s'est transformé en « guerre ouverte ». Les Etats-Unis ont les moyens de leur guerre, pour l'instant, mais n'ont absolument pas les moyens d'une guerre contre l'Iran (qui est un morceau bien plus gros que l'Afghanistan aux structures moyen-âgeuses et que le régime baasiste de Sadam Hussein qui ne tenait plus que sur un squelette d'appareil d'Etat). Ils cherchent des supplétifs nouveaux, au cas où, et le couple Sarko-Kouchner répond présent. A ce titre, notons la première chose qu'a dit Kouchner à Madame Rice: « Que pouvons-nous faire pour vous (suite page 5)

aider en Irak ». Pourquoi d'ailleurs faire une guerre à l'Iran ? Mohamed El Baradei, le Directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), affirme qu'aucun élément ne permet de dire que l'Iran cherche à se doter de l'arme atomique. Par ailleurs, il est établi que l'Iran sera en possession du combustible suffisant à la fabrication de bombes en 2008. Dans cette situation, il suffit d'assurer l'Iran que ses installations nucléaires seront bombardées pour lui dissuader d'en construire (comme Israël l'avait fait des installations nucléaires vendues à l'Irak par la France en 1981).

Mais ce qui se joue autour de la « crise iranienne » est plus complexe qu'un simple désaccord sur le droit de la République Islamique de posséder ou non l'énergie nucléaire. Les partisans du « choc des civilisations » en occident instrumentalisent vulgairement quelques centrifugeuses installées au vu et au su de tous en Iran pour valider la thèse d'un « monde musulman » menaçant le « monde libre ».

Précisons que l'existence d'un « monde musulman » solidaire et agissant comme entité politique unie reste à prouver. L'islam n'est en rien un facteur unifiant entre des pays aussi différents que le Maroc, la Lybie, les Emirats, l'Arabie Saoudite, l'Iran ou même l'Indonésie. La perception d'un « monde musulman » relève au mieux de l'ignorance, au pire du racisme. Il n'y a donc pas de « monde musulman » menaçant quoi que ce soit. « Le monde libre » -libre de quoi?-, quant à lui, serait défini par la démocratie. Dans ce cas, les dangers qui le guettent sont en son sein, la démocratie étant par nature fragile et susceptible de s'effondrer à tout moment, et ne viennent pas de l'Orient lointain et compliqué.

Le « choc des civilisations » n'est qu'une vue de l'esprit, une construction intellectuelle visant à convaincre de la nécessité, voire de la fatalité, des guerres menées au Moyen-Orient.

Certes, les mollahs qui dirigent la République et les pasdarans, les gardiens de la révolution, (dont le Président de la République Mahmoud Ahmadinejad est issu) qui contrôlent la société iranienne, n'ont rien de démocrates tranquilles. Mais en bombardant l'Iran, on ne ferait que renforcer le régime des mollahs et légitimer les « durs » au pouvoir qui en profiteraient pour marginaliser davantage voire purger les « modérés ».

Il n'y a pas de solution miracle à ce problème. L'Iran, en tant que Nation, a le droit de se doter des ressources d'énergies dont elle estime avoir besoin pour le futur. L'Iran, même en possession du nucléaire civil, ne manifeste pas la volonté de se doter de la bombe

(quoi qu'en disent ceux qui instrumentalisent la peur à ce sujet). Si l'Iran arrivait par miracle à échapper aux contrôles de l'AIEA et à la vigilance des dizaines de satellites militaires braqués sur son territoire, et à bidouiller quelques bombes, qui pourrait croire qu'elles seraient envoyées sur Israël? Quel serait l'intérêt stratégique de l'Iran à faire un truc pareil ? Le pays se ferait détruire dans l'heure, et les dirigeants Iraniens le savent. Car les caciques de la République islamique sont des gens très responsables, qui savent très bien ce qui est bon pour eux et ce qu'il ne l'est pas. Leur objectif est de se maintenir au pouvoir, pas de se faire laminer par une coalition montée contre eux.

Il est d'ailleurs affligeant de constater que ce qui préoccupe nos chancelleries ne concerne qu'une illusoire menace, et que le sort des Iraniens ne semble pas préoccuper plus que cela l'ex humanitaire devenu diplomate en chef, pas plus que le sort des Lybiens qui eux, vont avoir le plaisir de voir une centrale nucléaire française pousser sur leur sol (comme l'attestent les accords de coopérations signés entre Khadafi et Sarkozy), car tout le monde le sait, la Libye, elle, fait partie du « monde libre ».

La politique étrangère française entre dans une phase nouvelle, ni meilleure ni pire que la précédente, la défense des intérêts impérialistes français passant toujours avant la défense du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et des droits de l'homme.

Notre combat doit toujours être celui de l'internationalisme qui passe, sur cette question, par la lutte contre la guerre, contre toutes les guerres, et par le soutien, dans la mesure de nos moyens, aux mouvements démocratiques et sociaux qui s'organisent et se battent partout dans le monde contre les régimes autoritaires et sanguinaires. Nous devons condamner la politique étrangère opportuniste de Sarkozy et Kouchner, non parce qu'elle est pro-américaine (et elle l'est franchement, jusqu'à la caricature), car la politique étrangère menée précédemment par les gouvernements de droite et de gauche n'était pas plus reluisante, mais parce qu'elle est aux antipodes du combat internationaliste auquel tout socialiste digne de ce nom doit se référer. Nous devons profiter de notre congrès pour réaffirmer l'internationalisme comme cariatide de notre organisation et de notre action commune.

Éléments de réflexion marxiste, suite aux journées d'étude de « l'Offensive socialiste » de juillet 2007

Par Jean-François Claudon

Le premier temps de nos journées d'étude était consacré à une réflexion d'ensemble concernant la question du clivage gauche-droite et celle du front unique des organisations représentant le salariat. Il a été noté l'insistance avec laquelle les médias avaient fait du duel du second tour des élections présidentielles un conflit de « valeurs » entre la droite et la gauche. Pourtant, la gauche clive avec la droite, non par le biais de valeurs abstraites et floues (regardez ce que l'on a pu dire de la valeur « travail » !), mais à travers des idées et, surtout, d'une pensée qui les unifierait. Face à un monde de plus en plus complexifié, pour agir politiquement, il faut une pensée globale. Non une pensée magique ou dogmatique, épuisant le réel, mais une véritable théorie rationnelle cherchant à englober le maximum de phénomènes, tout en se sachant objet de révisions et d'évolutions permanentes. A notre sens, cette théorie explicative d'ensemble est et reste le marxisme, malgré les perversions dont il a été l'objet pendant tout le siècle qui vient de s'écouler.

En effet, la lutte des classes entre possédants et exploités n'a jamais été d'une telle évidence qu'aujourd'hui. Aux chantages de l'ordre établi, niant les antagonismes de classe, et aux hérauts du « socialisme du réel » insistant sur la fragmentation de la société, nous répondons que notre classe, le salariat, n'a jamais été aussi homogène qu'actuellement. Le salariat, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs vendant leur force de travail -qu'elle soit intellectuelle ou manuelle- pour vivre, c'est plus de 90 % de la population active dans la France de 2007. Le salaire médian est actuellement de 1500 euros net et la grande majorité des salariés français gagne entre 1000 et 3000 euros par mois. Que ce ne soit pas la même chose de vivre avec 1000 et 3000 euros, c'est une évidence, mais il n'empêche que, malgré les sentiments subjectifs et individuels tels que le mépris du plus pauvre que soi ou au contraire la jalousie et l'envie, le smicard et le salarié aisé appartiennent objectivement à la même classe sociale. Le salariat -ou « classe ouvrière»- intègre donc, d'un côté les franges les plus exploitées et les plus précaires de la société, et de l'autre des couches sociales relativement favorisées, comme les cadres, qui ont les mêmes intérêts que le noyau dur de notre classe, les mêmes acquis à défendre, mais que l'on a souvent exclu de son sein, en raison de leur pouvoir d'achat ou de leurs réflexes électoraux. Finalement, les seuls travailleurs n'appartenant pas au salariat sont, au

niveau mondial, les quelques dizaines de milliers de travailleurs supérieurs de grandes entreprises, achetés à prix d'or par le Capital et profitant des petits privilèges que leur offre ce monde de non-droit qu'ils servent aveuglément. On peut aisément qualifier socialement cette mince couche de travailleurs, recevant une part de la plus-value extorquée par les capitalistes, en reprenant le terme marxiste « d'aristocratie ouvrière », d'aristocratie du salariat, corrompue par les véritables couches possédantes. Si on écarte cette fine strate sociale, le salariat n'a donc jamais constitué un bloc social aussi important et surtout aussi cohérent. Cependant, cette homogénéisation de la classe exploitée est masquée par la hiérarchisation et la concurrence entre salariés mises en place progressivement par la bourgeoisie et par les Etats à sa solde. Salariés en activité, chômeurs, CDI, CDD, intérimaires, précaires, titulaires d'un concours, vacataires... : autant de stratifications qui dissimulent les intérêts communs de l'ensemble du salariat. L'unité de notre classe est donc un combat, une tâche d'organisation proprement révolutionnaire, contrairement à celles des capitalistes, solidarisés de fait par l'existence d'un taux de profit moyen et par leur intérêt à maintenir l'ordre établi. C'est ce que Marx voulait dire, dans son vocabulaire kantien, en distinguant la « classe en soi » de la « classe pour soi ». La tâche de la gauche, c'est de faire advenir à partir du réel, à savoir du salariat atomisé par la bourgeoisie, une classe pour soi, consciente de ses intérêts communs et donc de son unité. Il est à remarquer que, historiquement, la gauche ne l'a emporté que lorsqu'elle représentait des intérêts sociaux globaux et portait les revendications économiques et politiques du salariat dans son ensemble, comme en 1902, 1936, 1981 et 1997, dans le cas de la France. Bref, pour l'emporter, la gauche doit se situer dans son camp et faire valoir trois exigences décisives. Elle doit unifier le salariat, divisé politiquement par la droite (la France qui se lève tôt contre les fonctionnaires, la racaille, les fraudeurs, les assistés...). Elle doit mettre en exergue des choix politiques volontaristes et insister sur le fait que les inégalités sont le fruit d'un processus historique et non d'une prétendue naturalité de l'économie. Enfin, elle doit énumérer et organiser les besoins sociaux que la collectivité doit prendre à son compte (éducation, santé, eau, énergie et transports, retraites et fin de vie...).

Se pose alors une question décisive : le PS actuelle est-il de gauche ? Cette question trouve ses racines dans l'histoire d'un parti dont le réformisme affiché n'a débouché que rarement sur des avancées pour les travailleurs, mais surtout dans les dérives libérales du parti depuis 1983, c'est-à-dire depuis (suite page 7)

le choix de la soumission aux lois du marché et à l'Europe capitaliste. Sa pertinence a été accrue par la désignation de Ségolène Royal comme candidate socialiste en novembre 2006. Cependant, il semblerait que le parti n'ait pas davantage franchi la « frontière de classe », que la SFIO de 1914 votant les crédits de guerre et empêchant toute riposte ouvrière à la boucherie impérialiste, ou celle de 1956 qui était colonialiste et couvrait les tortures dans les djebels au nom de l'Algérie française... Concrètement, si on se réfère aux critères classiques pour caractériser un parti tels que sa genèse historique, son organisation interne, son rapport aux mouvements syndicaux et sociaux et sa fonction générale dans la lutte des classes, il semble que, malgré sa direction, sa politique et son programme, le parti socialiste reste un parti de gauche, issu du mouvement ouvrier. On a en effet vu le parti socialiste être le réceptacle des mouvements sociaux d'ampleur de 1986 et 1995 aux élections suivantes de 1988 et de 1997, car, malgré son « projet », le parti était perçu par

les salariés comme le seul à même de vaincre la droite et de mener une véritable politique de gauche. De même, malgré les offensives internes de plus en plus fortes de la direction pour les liquider (« adhérents du projet » qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des sections, refondation bonapartiste prônée par Ségo...), les statuts du PS, par le biais de l'existence d'une démocratie interne et par la reconnaissance des courants, font encore de lui un parti de gauche dans son organisation qui s'oppose à l'autoritarisme des partis strictement bourgeois ou bonapartistes. De même, ces statuts imposent à tout adhérent du PS de participer au combat syndical, et ce dans l'indépendance mutuelle des organisations politiques et syndicales. Malgré toutes les élucubrations de certains gauchistes, le PS reste, malgré et contre sa direction actuelle, un parti ouvrier qui appartient à la gauche, même si la ligne de fracture entre libéraux et socialistes tend de plus en plus à passer au sein même de notre organisation.

Il est donc du devoir de tous les

militants conscients de la gauche du parti d'unifier la gauche, préalable à l'unification politique et économique de notre classe. Face aux sociaux-libéraux et aux éléments sectaires de l'extrême-gauche qui, pour défendre leurs intérêts bureaucratiques, affirment qu'il existe deux gauches (celle du réel et celles des doux rêveurs ou -version opposée mais finalement complémentaire- celle des traîtres et celles des purs révolutionnaires), il faut défendre le front unique des organisations ouvrières, seul à même de mobiliser la majorité du salariat et d'aboutir à une victoire. En cela, nous sommes fidèles à Marx et au Manifeste qui affirmait que les socialistes n'ont pas d'intérêt disjoint de ceux des travailleurs et qu'ils « représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».

Article du lundi 9 juillet parut dans *l'Eveil* de Haute-Loire à l'occasion des journées d'étude de l'Offensive Socialiste des 7 et 8 juillet 2007 au Puy-en-Velay.

LA VIE POLITIQUE

Un week-end de réflexion pour les Jeunes socialistes



Les jeunes socialistes autour de Gérard Filoche et Raymond Vacheron.

Le courant Démocratie et socialisme jeunes organisait un week-end de formation et de réflexion politique au Puy à l'intention de ses militants. Samedi, les participants qui venaient pour la plupart de Lyon, Paris et Clermont ont travaillé sur les fondamentaux du clivage gauche-droite. Ils n'ont pas manqué d'évoquer les brouillages actuels et la tentation du « centre » au sein de la gauche. Il a été question aussi de la réforme Pécresse portant sur l'Université. « Un véritable danger » pour les jeunes socialistes. Membre du bureau national du PS, Gérard Filoche a animé la journée de dimanche. Gérard Filoche demande à la Gauche « d'être fidèle aux salariés comme l'est la Droite avec les riches ».

« Ces deux journées, commentait Julien Guérin des Jeunes socialistes de Haute-Loire, ont été placées sous les thèmes de la résistance face à l'offensive de Nicolas Sarkozy et de l'unité pour reconstruire la gauche ».

Page 5 - L'EVEIL - Lundi 9